

Serge Paugam

« Des franges de la population française considèrent leur avenir bloqué »

Serge Paugam est sociologue. Directeur de recherche au CNR, directeur d'étude à l'École des hautes études en sciences sociales (Ehess), il est aussi professeur associé à l'université de Sao Paulo.

Propos recueillis
par **Pierre Taribo**
journaliste

Toute une série de dérèglements, qui vont de la crise politique à la montée de l'antisémitisme, fracturent la société française. Ce qui nous sépare est-il devenu plus fort que ce qui nous rassemble ?

Serge Paugam : « Toute société peut être confrontée, à un moment de son histoire, à un doute sur ce qui constitue son identité par rapport à d'autres sociétés et sa capacité de cohésion face aux épreuves qu'elle traverse. Tout ce qui permet de tenir ensemble paraît se défaire peu à peu et provoquer un malaise généralisé et

un profond pessimisme face à l'avenir. La société française d'aujourd'hui me semble faire l'expérience d'un tel processus. Elle n'est pas la seule dans ce cas. Plusieurs pays européens et les États-Unis connaissent une crise politique qui se traduit par une critique forte des institutions démocratiques, une transformation rapide de l'espace public sous l'effet des influenceurs et des liens numériques et une appétence inquiétante pour les régimes autoritaires prônant des valeurs conservatrices, purificatrices et xénophobes. Il ne faudrait donc pas faire de la société française un cas unique et en rechercher les causes uniquement dans son fonctionnement interne, ses institutions et ses modes de régulation. Mais, cela n'em-

pêche pas d'examiner en profondeur les formes et les origines de cette crise dans notre société en prenant en compte des transformations profondes qui l'ont affectée et face auxquelles elle n'a pas encore trouvé les réponses adaptées. »

Comment sommes-nous arrivés à ce point de scepticisme et de mécontentement devenu chronique ?

« Pour comprendre ce scepticisme et ce mécontentement, il faut, me semble-t-il, revenir aux fondements de la société salariale et du modèle social qui s'est constitué au XX^e siècle, en particulier après la Seconde Guerre mondiale. J'ai parlé de régime d'attachement organiciste pour qualifier

© DR



« Tout ce qui permet de tenir ensemble paraît se défaire peu à peu et provoquer un malaise généralisé et un profond pessimisme face à l'avenir. »

Serge Paugam,
sociologue, directeur de recherche au CNR,
directeur d'étude à l'École des hautes
études en sciences sociales (Ehess)
et professeur associé à l'université
de Sao Paulo.

ce modèle. Celui-ci est fondé sur le principe de la complémentarité et de l'interdépendance fonctionnelle entre les différents corps professionnels qui engagent des luttes régulières pour assurer des avancées du droit du travail et garantir, notamment par des conventions collectives, une reconnaissance et une protection face aux aléas de la vie. En France, ce processus, souvent encouragé par l'État, a permis des conquêtes sociales et donné à des générations de travailleurs le sentiment d'une possibilité de progrès, voire d'ascension sociale. Il en a résulté une aspiration collective au bien-être aussi bien sous l'angle de l'amélioration des conditions de vie que de l'intégration sociale en général. Ce modèle a commencé à donner des signes de fragilité à la fin des Trente Glorieuses : chômage de masse, précarité

du travail, nouvelles formes de pauvreté et d'exclusion. Mais c'est surtout au début du XXI^e que son socle a commencé à s'effriter dont les signes les plus visibles ont été la culpabilisation des chômeurs et des assistés, et surtout, sous l'effet des politiques néolibérales, les reculs sensibles du droit du travail et de la protection sociale. Alors que les luttes sociales du XX^e étaient des luttes de conquêtes, celles du XXI^e sont devenues des luttes de colère face à un sentiment partagé de régression. Le processus s'est inversé et des franges nombreuses de la population française considèrent leur avenir bloqué. »

Est-ce parce que le sentiment d'injustice est puissant que beaucoup de Français pensent

que les inégalités s'accroissent, que les services publics fonctionnent de plus en plus mal, que la société dans laquelle ils vivent est asphyxiée par le système qu'ils rejettent ?

« Ce sentiment de ne plus pouvoir aspirer pour soi et ses proches à une amélioration du quotidien, de ne plus croire que ses enfants pourront connaître un meilleur avenir est le plus souvent ressenti comme une profonde injustice, d'autant que les plus riches ont, au cours de cette période, accru leurs revenus de façon jugée indécente comme le montrent très bien les travaux des économistes et des sociologues. C'est ce sentiment d'injustice qui a déclenché le mouvement des gilets jaunes. Il était associé à l'expérience vécue des manifestants d'être devenus

◀ invisibles dans la société française, éloignés des centres urbains où s'accumulent les richesses auxquelles ils ne peuvent prétendre. Les revendications portaient d'ailleurs sur la justice fiscale et la démocratie participative, notamment par le projet de referendum d'initiative populaire. Il s'agissait en réalité de revendications citoyennes, visant à redonner à chacun et chacune le sentiment de vivre dans un pays où le progrès social et la reconnaissance des plus fragiles étaient encore possibles. »

Ce ressentiment alimente le capital électoral des extrêmes qui prospèrent dans un cadre politique déstructuré et une V^e République qui a perdu ses amarres. Comment réduire ce fossé entre les élites, présumées indifférentes aux maux et aux attentes de la population ?

« Ce ressentiment naît du constat que non seulement les inégalités de revenus se sont accrues entre les très riches d'un côté et les classes populaires et les classes moyennes inférieures de l'autre, mais surtout que les premiers semblent indifférents au sort de toute la population dont le destin s'apparente au surplace sans avenir ou au déclin inexorable. Lorsque le gouvernement confronté à l'endettement de la France demande des efforts supplémentaires à tous les Français, ce discours apparaît immédiatement incompréhensible et inaudible à beaucoup, tant l'étalage de la richesse des privilégiés leur est insupportable. Ce n'est pas par hasard que les gilets jaunes ont tenu à manifester dans les beaux quartiers où se concentre la bourgeoisie patrimoniale. Ce malaise est évidemment le terreau qui fait progresser le populisme, la confiance dans les solutions simplistes de retour autoritaire aux formes les plus extrêmes du nationalisme et de contrôle musclé de l'immigration. Pour capter cet électorat dépit, la droite emboîte désormais le pas à l'extrême droite, tandis que la gauche peine à trouver un programme progressiste consensuel. Pour réduire ce fossé entre les élites et le peuple, il faut pourtant parier sur un sursaut progressiste, lequel ne peut venir que d'une réflexion profonde sur les formes et les fondements de l'attachement social. Les travaux sociologiques montrent que tenir ensemble signifie tout d'abord assurer à l'ensemble de la population les conditions de vie minimales au sens de la protection sociale face aux aléas de la vie et la juste reconnaissance des efforts de chacun. Nous avons besoin aujourd'hui de rappeler ce principe de base qui fait de nous des associés solidaires, unis pour nous protéger ensemble, mais soucieux en même temps de permettre à chacun et chacune de trouver la voie de sa propre émancipation et d'obtenir ainsi la reconnaissance de son existence et de sa place dans la société. »

Que nous reste-t-il de fixe, de solide, de rassurant dans la société actuelle ?

« Ce qui constitue la spécificité française par rapport à bien d'autres pays dans le monde, c'est la force de ses institutions. L'État a joué et continue à jouer un rôle capital dans notre pays pour assurer au plus grand nombre la sécurité et le bien-être. Il n'est sans doute pas le seul instituteur du social, mais les Français restent attachés, dans leur grande majorité, à cette conception interventionniste qui est censée les protéger. Quand on vit comme moi en ce moment dans un pays tel que le Brésil, on se rend compte à quel point nos institutions sanitaires et sociales sont encore protectrices, même si elles le sont de façon plus limitée dans de nombreux domaines. L'insatisfaction que ressentent de nombreux Français est proportionnelle à cette attente très forte, en partie déçue, qui nourrit aujourd'hui ce sentiment de régression de notre modèle social. Mais les Français ne sont pas inertes. S'ils sont de plus en plus défiants à l'égard de leurs institutions, ils se mobilisent de plus en plus sous la forme associative. Les sondages confirment d'ailleurs qu'ils font plus confiance aux associations qu'aux institutions de la République. On peut y voir une tendance au développement du volontarisme associatif et une recherche de réponses participatives aux besoins de la vie sociale et, en particulier, des populations les plus défavorisées à l'échelle locale. »

Comment retrouver des points de contact pour stopper la brutalisation de la société, les colères éruptives, les jeux politiques qui nourrissent les radicalisations, la haine de l'autre et tout ce qui altère le vivre ensemble ?

« Il est frappant de constater que Durkheim, le fondateur de la sociologie française, faisait déjà à la fin du XIX^e siècle le constat d'un délitement du lien social. Proche de Jaurès, dreyfusard, il était convaincu que la solution ne pouvait venir que d'un renforcement de la solidarité : *« Il faut, disait-il, que notre société reprenne conscience de son unité organique ; que l'individu sente cette masse sociale qui l'enveloppe et le pénètre, qu'il la sente toujours présente et agissante, et que ce sentiment règle toujours sa conduite ; car ce n'est pas assez qu'il ne s'en inspire que de temps en temps dans des circonstances particulièrement critiques. »* Selon lui, il n'y a aucune diminution à être solidaire

d'autrui et à en dépendre, à ne pas s'appartenir tout entier à soi-même. Comment renforcer aujourd'hui ce sentiment de l'interdépendance humaine et préparer les citoyens et les citoyennes à une morale civique du partage des ressources et de la mise en place de services publics au bénéfice de tous ? C'est tout d'abord à l'école, tout au long du processus de socialisation, que cet esprit doit se former. Il faut enseigner aux enfants et aux adolescents, au-delà des connaissances élémentaires, les formes et les fondements de la solidarité humaine. Il ne s'agit pas d'une idéologie, mais du constat anthropologique que nous sommes liés les uns aux autres dans toutes les sphères

de la vie sociale, que les liens que nous attachent aux groupes et à la société s'entrecroisent en nous et que notre identité et notre épanouissement en tant qu'être humain en dépendent entièrement. Mais, il y a aujourd'hui un enjeu encore plus grand à se sentir solidaires les uns des autres. L'un des grands défis auquel l'humanité est aujourd'hui confrontée est bien entendu la crise climatique. On commence à en ressentir les effets en France, que ce soit sous la forme de sécheresses, d'inondations et de catastrophes humaines et natu-

« Il est encore possible de réconcilier la société avec elle-même, mais cela passe par la recherche de solutions collectives à la crise actuelle de notre modèle social. »

relles récurrentes. Comment affronter ce risque majeur qui nous menace tous d'une manière ou d'une autre ? Certains tentent déjà d'essayer de s'en sortir seuls, de manière égoïste, mais ces solutions individuelles seront vite décriées et ne seront pas tenables dans la durée. Nous sommes inévitablement dans l'obligation d'être des associés solidaires face à ce nouveau risque majeur. Et il faut s'y préparer autant à l'échelle locale qu'à l'échelle nationale et supranationale. »

Est-il encore possible de réconcilier la société avec elle-même ?

« Pour réconcilier la société avec elle-même, il faut d'abord s'entendre sur ce qui fait son unité et sa cohésion. Depuis Auguste Comte, les sociologues s'emploient à apporter des éclairages sur ce qu'est la société et comment l'étudier. La question est de savoir comment peut-on tenir ensemble dans une société composée d'individus qui aspirent à devenir autonomes. L'expression *« tenir ensemble »* constitue déjà en ce sens un moyen de définir de façon préliminaire ce qu'implique l'idée même de société. Mais ce concept est aujourd'hui discuté et parfois remis en question. D'aucuns le considèrent obsolète. Il ne serait tout simple-

« Alors que les luttes sociales du XX^e siècle étaient des luttes de conquête, celles du XXI^e sont devenues des luttes de colère face à un sentiment partagé de régression. »

ment plus adapté à la réalité du monde cosmopolite d'aujourd'hui sous l'effet de la mondialisation et de la revendication des individus – considérés comme des sujets – à se penser comme des êtres autonomes et libres de toute attache à des communautés ou des institutions. Si ce questionnement n'est pas entièrement nouveau, il s'est amplifié au cours des dernières décennies et traduit incontestablement un doute de plus en plus prononcé sur ce qui constitue pourtant le fondement épistémologique de la sociologie. Il existe, en réalité plusieurs manières de faire société comme je l'ai montré dans mon livre *L'attachement social* (Points, 2025). Chaque société a sa propre histoire et sa propre mémoire collective en même temps qu'elle est de façon permanente traversée par des conflits qui traduisent l'état des rapports sociaux en son sein. Elle se manifeste sous la forme de symboles qui entretiennent dans la conscience collective l'idée d'un "tout" qui nous attache et auquel nous finissons par nous sentir attachés. Alors, oui, il est encore possible de réconcilier la société avec elle-même, mais cela passe par la recherche de solutions collectives à la crise actuelle de notre modèle social. L'écart entre la promesse d'un avenir possible pour tous et la réalité des expériences vécues d'une grande partie de la population est en lui-même la preuve d'une défaillance normative. Mais on ne peut plus se contenter de dire aujourd'hui qu'il suffit de revenir au passé, et de retrouver l'énergie collective des Trente Glorieuses. Le monde a changé et de nouveaux défis sont apparus, notamment le changement climatique et la perte de biodiversité qui menacent la planète tout entière. »

Comment affronter ces nouveaux défis, lors que nous peinons à surmonter la crise de notre modèle social ?

« À la fin du XIX^e siècle, la République sociale, confrontée au paupérisme, s'est appuyée sur la doctrine du solidarisme pour jeter les bases du modèle social qui s'est développé au XX^e siècle et qui a inspiré de nombreux pays dans le monde. Alors que nous sommes à la fin du premier quart du XXI^e siècle, il faut désormais jeter les bases d'un nouveau modèle de contrat solidaire pour faire face à la crise climatique. C'est une urgence à laquelle, heureusement, nous sommes de plus en plus sensibles, quoique de façon inégale. Cela passe par une remise en question de notre modèle de développement, de production et de consommation. C'est dans cet esprit que certains parlent aujourd'hui de société planétaire impliquant un attachement solidaire non seulement entre humains, mais aussi entre humains et non humains. Ce nouveau contrat pourra être élaboré et se développer en France en répondant aux besoins et aux aspirations de la population, mais il ne pourra se limiter au cadre national puisqu'il doit prendre en compte les intérêts de la société que nous formons à l'échelle de la planète tout entière. Ce sera sans aucun doute le plus grand défi de ce siècle. »



RESISTER

FEMME VIE LIBERTÉ

EN SOUTIEN AU PEUPLE IRANIEN

#WOMANLIFEFREEDOM

#MAHSAAMINI

#MAHSAJINAAMINI

ARTWORK BY ARBELSTUDIO26

1^{ER} > 12 OCT. 2025
VILLERS-LES-NANCY

**RENCONTRE-DÉBAT,
CONCERT, PROJECTION,
EXPO EN SOLIDARITÉ
AVEC LES FEMMES IRANIENNES
ET TOUTES CELLES
QUI SE BATTENT
POUR LEUR LIBERTÉ.
INFOS SUR [VILLERSLESNANCY.FR](https://villerslesnancy.fr)**



VILLERS
lès
NANCY